

Lutte de classe

Le chômage une fatalité ?

Un article du journal *Le Monde* que j'ai légèrement remodelé en y ajoutant quelques commentaires.

L'annonce récente de plusieurs fermetures d'usines a relancé le débat sur la désindustrialisation en France. Alors qu'en 1978 le quart de la population active travaillait dans l'industrie, et 14 % dans les services marchands, en 2006, c'est exactement l'inverse. L'économie française, comme toutes les économies développées, se tertiarise profitant de son avance technologique sur les pays où le capitalisme est moins développé. En moins de trente ans, les services marchands ont pris la place des emplois industriels, ce qui a pour conséquence une dissémination et un affaiblissement du prolétariat.

L'avantage pour les capitalistes de recourir à la délocalisation de secteur industriel en Asie, en Amérique Latine et en Europe de l'Est, réside évidemment dans les bas salaires qui y sont pratiqués et la législation du travail très avantageuses pour les patrons, auxquels il faut ajouter la faiblesse de la syndicalisation ou la présence de syndicats corporatistes.

Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire "*les caisses sont vides*" (Fillon), les groupes français sont très rentables parce que leurs profits proviennent justement de leur internationalisation. L'exploitation de la main d'oeuvre à bas coût, cela rapporte, on le savait déjà. Industrie symbolique s'il en est, l'automobile illustre cette stratégie. Depuis 2006, Renault et Peugeot-Citroën produisent davantage de véhicules à l'étranger qu'en France. Sans la Logan, fabriquée dans les pays émergents, Renault serait en difficulté. "*Notre principal atout ? Etre devenu un groupe émergent*", estime de son côté Bruno Lafont, le patron du cimentier Lafarge.

D'une certaine manière, les capitalistes investissent de préférence dans des pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil ou les pays de l'est de l'Europe afin de contourner la législation sociale existante en France et qui est le produit de la lutte des classes au cours du XXe siècle. On peut dire qu'en mettant en concurrence la productivité réalisée dans les pays cités avec celle de pays comme la France, leur objectif est de renvoyer le prolétariat français (et dans tous les pays où le capitalisme est le plus développé) aux conditions de travail et de rémunération du début du XXe siècle. C'est cette régression sociale soi-disant inévitable qui tient lieu d'argument au patronat et que les dirigeants syndicaux en France s'empressent de soutenir en signant des accords pourris. Mais comme il n'est pas possible d'affronter directement l'ensemble du prolétariat, c'est pan par pan de l'industrie qu'ils organisent cette formidable régression sociale.

L'internationalisation de leur production est l'une des caractéristiques des grands groupes français. C'est également l'une des clés du déficit du commerce extérieur : les industriels allemands exportent leurs voitures et leurs machines-outils made in Germany, alors que les capitalistes français produisent sur place. Avantage de la méthode allemande : elle favorise l'emploi outre-Rhin. C'est un peu vite dit. Inconvénient : elle rend les industriels plus sensibles aux variations de l'euro et à la compétitivité de leur pays. En raison de la qualité et de la notoriété de leurs produits, ils peuvent se le permettre. En revanche, de Saint-Gobain à Seb, la majeure partie des industriels français réduisent l'aléa monétaire, en produisant dans leurs zones de chalandise au détriment de l'emploi en France.

Voilà pourquoi il faudra en finir avec le capitalisme pour en finir avec le chômage en France, notamment.

Preuve de cette différence de stratégie : les investissements directs à l'étranger (IDE) réalisés en 2006 par les entreprises françaises se sont élevés à 115 milliards de dollars (77,6 milliards d'euros), loin devant les IDE allemands (79 milliards). En 2005, l'écart était encore plus important : 121 milliards de dollars pour la France, contre 55 venant d'Allemagne. Idem en 2004. En 2006, comme en 2005, la France arrivait en deuxième position pour les IDE, derrière les Etats-Unis, mais devant respectivement l'Espagne, la Suisse, le Royaume-Uni et l'Allemagne. Aujourd'hui, les multinationales françaises emploient six millions de salariés à l'étranger, et leur production s'y élève à 600 milliards de dollars, bien plus que les exportations françaises, d'où leurs profits mirobolants.

Six millions d'emplois détournés vers l'étranger, 600 milliards de dollars injectés dans la production industrielle, plus qu'il n'en faut pour éradiquer le chômage en France, remplir les caisses de la Sécu, assurer un travail à tous les jeunes qui sortent de l'école avec ou sans diplôme... Il ne s'agit évidemment pas d'embrayer sur le créneau social patriote du PCF, du PT ou de FO (défendant Airbus France), mais de montrer que c'est délibérément que les dirigeants des multinationales décident de liquider des centaines de milliers d'emplois en France pour engranger d'énormes bénéfices au détriment du prolétariat qu'ils exploitent

en Asie et ailleurs et de celui qu'ils réduisent au chômage en France ou qu'ils contraignent à accepter la remise en cause de leurs acquis sociaux sous la menace de délocalisation.

Jusqu'à présent, il était possible de se rassurer en se disant que, dans la nouvelle division internationale du travail, l'essentiel était que la matière grise reste en France. Mais cela est de moins en moins vrai. Après avoir ouvert des sites à l'étranger, les groupes y localisent une partie de leur recherche et développement. Inauguré en septembre 2007, le centre de recherche de Saint-Gobain à Shanghai aura, dans certains domaines, une vocation mondiale. Même chose pour son voisin, le laboratoire de Rhodia. La société informatique Steria vient quasiment de doubler de taille en rachetant le britannique Xansa, dont l'un des points forts est d'être très présent en Inde. Elle a décidé d'installer à Chennai (Madras) son principal centre de formation.

Conséquences : Ce sont les classes moyennes qui vont être à leur tour touchés par cette stratégie des capitalistes français. Les cadres, techniciens et chercheurs français vont se retrouver en concurrence avec leurs homologues chinois ou indiens dont les salaires sont au moins divisés par 10. On se demande d'ailleurs s'il est approprié de parler de société "française", puisque de la recherche à la commercialisation en passant par la production, l'ensemble de leurs activités est concentré en dehors de France.

(source : *Le Monde* 27.02